

Contribution de l'Association Equilibre des Energies à la consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des tarifs des réseaux publics d'électricité

L'association Equilibre des Energies (EdEn), qui réunit professionnels, industriels, institutionnels et citoyens a participé activement au débat national sur la transition énergétique et œuvre pour que les réglementations publiques soient cohérentes et pérennes avec le discours politique. Son objectif est que la réduction des émissions de gaz à effet de serre soit une opportunité de croissance et de compétitivité mais aussi, une occasion de lutte contre la précarité énergétique.

Elle rappelle que les réseaux électriques jouent un rôle fondamental dans le bon fonctionnement du système électrique et que leur mission traditionnelle d'acheminement vers les consommateurs de la production centralisée d'électricité, se trouve aujourd'hui étendue, dans le cadre de la transition énergétique, à bien d'autres aspects : maîtrise des pointes, accueil des énergies renouvelables, sécurité d'approvisionnement, information des consommateurs, cohésion sociale et territoriale, soutien aux initiatives locales, etc.

Le TURPE 5 sera la première séquence tarifaire faisant suite à la promulgation de la loi sur la transition énergétique. Il est essentiel qu'il prenne clairement en compte les orientations fixés par cette loi tout en tenant compte des nécessaires contraintes d'acceptabilité par rapport aux pratiques actuelles. C'est dans cet esprit qu'ont été formulées les observations et suggestions qui suivent et qui ont trait essentiellement au domaine de la BT.

Question 1: Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?

Nous sommes favorables à cette idée de rendez-vous à mi-parcours. Le TURPE 5 ne doit pas pour autant revêtir un caractère trop expérimental et doit être basé sur des orientations fortes découlant de la loi sur la transition énergétique.

Question 2: Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?

Nous pensons que cette disposition ouvrirait des opportunités qui méritent d'être testées.

Question 4: Etes-vous favorable au lissage de l'augmentation de la part puissance prévue en BT ≤ 36 kVA ?

L'augmentation de la part puissance dans la tarification des réseaux est une revendication forte de notre association (voir plus loin). L'augmentation additionnelle proposée au niveau de la BT au titre de l'écart entre le foisonnement national et le besoin local de dimensionnement semble justifiée. Cependant, pour des raisons d'acceptabilité, cette augmentation peut être mise en œuvre de façon progressive, à l'intérieur de la période couverte par le TURPE 5.

Question 5: Quelle est votre analyse de la méthode d'allocation des coûts de réseau proposée par la CRE?

Cette question est centrale pour la fixation des tarifs du TURPE 5. Nous considérons que la méthode consistant à représenter, pour un domaine de tension, le coût du kVA de puissance souscrite en fonction du taux d'utilisation de la puissance réelle, à l'intérieur de chaque plage temporelle, n'est plus satisfaisante.

C'est cette méthode qui, par assimilation du taux d'utilisation de la puissance à l'énergie consommée, conduit à structurer les tarifs, et notamment les tarifs BT, en fonction très majoritairement de l'énergie exprimée en kWh.

Cette méthode ne reflète pas correctement la structure des coûts de long terme dans l'optique d'un système décentralisé où les moyens de production sont de plus en plus dispersés et peut conduire à des résultats contraires aux orientations de la loi de transition énergétique.

La puissance souscrite correspond à l'assurance de pouvoir être desservi à une hauteur fixée par le contrat quelle que soit la période de l'année. Cette puissance est le facteur dimensionnant des réseaux et de leur coût. Il s'agit d'un terme fixe qui n'est pas affecté par la consommation d'énergie.

Conserver une tarification fortement axée sur l'énergie au nom d'une modulation de la répartition des coûts d'infrastructure en fonction du taux d'utilisation de la puissance sur une plage donnée, va conduire, dans le système électrique largement décentralisé qui se met en place, à des anomalies : dans l'optique du développement du BEPOS, un usage assurantiel de la puissance souscrite donnera lieu à un faible taux d'utilisation mais le foisonnement des appels de puissance sera faible, compte tenu de l'impact systématique des conditions météo sur une région donnée. Le coût correspondant devrait être facturé comme si la puissance était appelée toute l'année. La tarification en fonction de l'énergie donnerait un avantage à l'autoconsommation qui n'aurait pas de justification économique en l'exonérant d'une part importante des coûts de réseau qui resteront néanmoins nécessaires.

La facturation à l'énergie est source d'inégalités en reportant, par exemple, les dépenses qui devraient être supportées par les propriétaires de résidences secondaires, sur les ménages modestes ou sur les petits commerces qui souscrivent peu de puissance mais en font une utilisation longue sur l'ensemble de l'année.

Elle introduit un facteur aléatoire d'amplitude croissante venant affecter la rémunération des réseaux dont les charges sont pour l'essentiel fixes.

Certains pensent qu'il serait souhaitable de pouvoir facturer le client en fonction de l'usage fait de la puissance heure par heure car Le débat serait ainsi clos entre « puissance » et « énergie ». Mais, outre que cette solution n'est pas envisageable aujourd'hui, elle méconnaîtrait le fait que les tarifs sont fixés quatre ans à l'avance et qu'il n'y a ni régularité suffisante, ni capacité de prévision suffisamment fines à un tel horizon pour que cette granularité dans la détermination des prix fasse sens. Nous pensons qu'il faut s'en tenir à deux termes essentiels : énergie consommée et puissance souscrite mais qu'une répartition énergie-puissance beaucoup plus proche de 20-80 que des 80-20 actuels doit être adoptée.

Elle constituerait une forte incitation à limiter la puissance appelée en pointe – ce qui est l'un des objectifs impartis aux réseaux par la loi de transition énergétique, constituerait une incitation au développement des stockages électriques dont la faisabilité technique et économique s'affirme, et plus généralement de toute solution permettant de pallier l'intermittence de la plupart des énergies locales renouvelables.

L'argument invoqué parfois selon lequel, une tarification à la puissance inciterait à la consommation d'énergie n'est pas fondé.

En effet, l'efficacité énergétique pour les systèmes électriques est caractérisée par la puissance requise pour assurer un service donné. L'intégration de cette puissance sur un certain temps donne lieu à une consommation d'énergie mais le facteur caractérisant l'efficacité d'un procédé ou d'un équipement est bien la puissance électrique qui lui est nécessaire. Tarifier davantage à la puissance, constitue une incitation à mettre sur le marché des équipements ou des solutions plus efficaces donc in fine moins consommatrices.

Faire perdurer une tarification reposant excessivement sur la puissance conduit également à retarder la substitution de l'électricité décarbonée à des combustibles fossiles, dans le domaine de la mobilité notamment.

Pour toutes les raisons qui précèdent, notre association préconise, dans le domaine BT, une tarification linéaire au kVA, fonction de la puissance souscrite et qui ne devrait pas représenter moins de 50 % du coût total (hors composante gestion comptage) facturé aux usagers.

Une telle évolution accompagnerait celle du système électrique, reposant sur un réseau qui assure sa cohérence, mais qui regroupe des millions de producteurs et de consommateurs avec des valeurs économiques du kWh évolutives et fortement différenciées et qui n'ont que peu de raison d'influer le modèle économique des réseaux.

Question 6: Etes-vous favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts entre HTA, BT > 36 kVA, et BT ≤ 36kVA ?

Nous n'avons pas d'objection à cette prise en compte progressive.

Question 7: Etes-vous favorable à l'utilisation de la méthode spécifique proposée par la CRE pour la construction du tarif BT LU ?

Il nous apparaît que ce tarif BT LU est une illustration de la structure faire laquelle devraient tendre tous les tarifs, en ne reportant sur le coefficient à l'énergie que les coûts des pertes. Nous sommes donc favorable à ce tarif, considérant ce ceux sont les autres qui doivent être alignés sur lui. Ce résultat atteint, le tarif n'aurait pas lieu de subsister.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification à la puissance souscrite ?

La puissance souscrite étant l'élément dimensionnant dans les réseaux, nous pensons qu'elle doit rester à la base de la tarification.

Question 30: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT ≤ 36 kVA ?

Les grilles proposées marquent très insuffisamment la priorité qui devraient être données à la tarification à la puissance ;

Par ailleurs, il devrait être vérifié, ce dont nous n'avons pas les moyens, que les niveaux proposés n'ont pas d'effets indésirables, sous-estimant ou surestimant les coûts pour le réseau de certaines évolutions :

- Introduction du véhicule électrique, dans les ménages en particulier ;
- Rénovation thermique ;
- Installation de panneaux solaires en autoconsommation ou non.